

SARL S2 AUDIT

AU CAPITAL DE 4 000 EUROS
RCS CANNES B 504 157 660
SOCIETE INSCRITE SUR LA LISTE
DE LA HAUTE AUTORITE DE L'AUDIT

RÉSIDENCE ARTEMIS
2 RUE PAUL NÉGRIN
06150 CANNES LA BOCCA

TEL : 04.93.47.74.39
FAX : 04.93.47.76.63
E-MAIL : EMILIE.BERTOLDI@S2AUDIT.FR

COMITE DES ŒUVRES SOCIALES DE LA VILLE DE SAINT RAPHAËL ET DE SES ORGANISMES ASSOCIES

Hôtel de Ville de Saint Raphaël
Place Sadi Carnot
83700 – SAINT RAPHAËL

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

**COMITE DES ŒUVRES SOCIALES
DE LA VILLE DE SAINT RAPHAËL ET DE SES
ORGANISMES ASSOCIES**

Hôtel de Ville de Saint Raphaël
Place Sadi Carnot
83700 – SAINT RAPHAËL

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 DECEMBRE 2025

A l'assemblée générale de l'Association Comité des Œuvres Sociales de la Ville de Saint Raphaël et de ses Organismes Associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration du 2 septembre 2022, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Comité des Œuvres Sociales de la Ville de Saint Raphaël et de ses Organismes Associés relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes :

- « Principes et conventions générales » en page 6 de l'annexe des comptes annuels concernant la première application du règlement de l'ANC N°2022-06 au 1^{er} janvier 2025 et ses principales conséquences sur la présentation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;
- « Événements post-clôture » en page 7 de l'annexe des comptes annuels concernant une information relative à la convention entre le COS et la Régie des Ports Raphaëlois.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne le traitement comptable des subventions accordées à votre association.

SARL S2 AUDIT

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie

SARL S2 AUDIT

significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

SARL S2 AUDIT

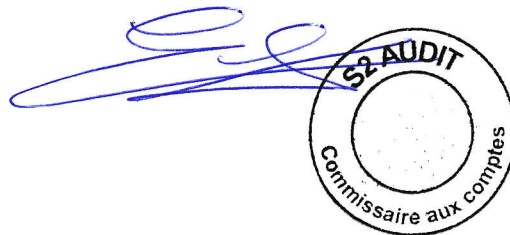
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Cannes La Bocca, le 25 mai 2026

Pour la SARL S2 AUDIT

Emilie BERTOLDI

Commissaire aux Comptes



ANNEXES
Comprenant 15 pages

COMPTES ANNUELS CLOS LE 31-12-2025

- BILAN ACTIF
- BILAN PASSIF
- COMPTE DE RESULTAT
- ANNEXE



BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISÉ	Capital souscrit non appelé (I)						
	Frais d'établissement (II)						
	Immobilisations incorporelles :						
	Frais de développement						
	Conces., brevets, licences, marques, procédés, solutions infor., droits et valeurs similaires	13 214	6 751	6 463	10 574	4 111	38.88
	Fonds commercial						
	Autres immobilisations incorporelles						
	En cours, avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles :						
	Terrains						
ACTIF CIRCULANT	Constructions						
	Install. techniques, matériel et outillage indus.						
	Autres immobilisations corporelles	15 400	13 917	1 483	1 017	466	45.86
	En cours, avances et acomptes						
	Immobilisations financières (1) :						
	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
ACTIF CIRCULANT	Autres immobilisations financières						
	Total de l'actif immobilisé (III)	28 614	20 668	7 946	11 591	3 645	31.44
	Stocks et en-cours :						
	Matières premières et autres approvision.						
	En-cours de production						
	Produits finis						
	Marchandises						
	Avances et acomptes versés sur commandes						
	Créances (2) :						
	Créances Clients et Comptes rattachés						
ACTIF CIRCULANT	Autres créances	39 468		39 468	13 507	25 961	192.21
	Charges constatées d'avance	65 047		65 047	169 187	104 140	61.55
	Capital souscrit appelé, non versé						
	Valeurs mobilières de placement :						
	Actions propres						
	Autres titres						
	Instruments fi. à terme et jetons détenus						
	Disponibilités	460 409		460 409	259 430	200 979	77.47
	Total de l'actif circulant (IV)	564 924		564 924	442 124	122 800	27.78
	Frais d'émission des emprunts (V)						
ACTIF CIRCULANT	Primes de remboursement des emprunts (VI)						
	Écarts de conversion et diff. d'évaluation (VII)						
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI+VII)		593 538	20 668	572 870	453 715	119 155	26.26

(1) Dont à moins d'un an
(2) Dont à moins d'un an



BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2025 12	Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
				Euros	%
CAPITAUX PROPRES	Capital (Dont versé :)				
	Primes d'émission, de fusion, d'apport				
	Ecarts de réévaluation				
	Ecarts d'équivalence				
	Réserves				
	Réserve légale				
	Réserves statutaires ou contractuelles				
	Réserves réglementées				
	Autres réserves				
	Report à nouveau	373 930	331 896	42 035	12.67
	Résultat de l'exercice (Bénéfice ou perte)	46 235	42 035	4 201	9.99
	Subventions d'investissement				
	Provisions réglementées				
	Total des capitaux propres (I)	420 166	373 930	46 235	12.36
AUTRES FONDS PROPRES	Produit des émissions de titres participatifs				
	Avances conditionnées				
	Total autres fonds propres (I bis)				
PROVISIONS	Provisions pour risques	101 180	59 000	42 180	71.49
	Provisions pour charges				
	Total des provisions (II)	101 180	59 000	42 180	71.49
DETTES (I)	Dettes financières				
	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
	Emprunts et dettes financières diverses				
	Instruments financiers à terme				
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
	Dettes d'exploitation				
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 393	9 248	1 145	12.38
	Dettes fiscales et sociales				
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	5 403	4 896	507	10.35
	Produits constatés d'avance	35 729	6 641	29 088	438.01
	Total des dettes (III)	51 525	20 785	30 740	147.90
	Ecarts de conversion passif (IV)				
	TOTAL GENERAL DU PASSIF (I+Ibis+II+III+IV)	572 870	453 715	119 155	26.26

(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an

51 525 20 785



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N 31/12/2025 12			Exercice N-1 31/12/2024 12	Ecart N / N-1	
	France	Exportation	Total		Euros	%
Produits d'exploitation (I)						
Ventes de marchandises						
Production vendue de biens						
Production vendue de services	1 069 341	14 065	1 083 406	1 062 920	20 485	1.93
Montant net du chiffre d'affaires	1 069 341	14 065	1 083 406	1 062 920	20 485	1.93
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions			1 342 749	1 242 544	100 205	8.06
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions						
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles						
Autres produits			82 780	81 024	1 756	2.17
Total des Produits d'exploitation (I)			2 508 935	2 386 488	122 447	5.13
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variation de stock						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock						
Autres achats et charges externes (1)			2 156 544	2 121 047	35 497	1.67
Impôts, taxes et versements assimilés						
Salaires						
Cotisations sociales						
Dotations aux amortissements et aux dépréciations						
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			4 738	2 216	2 522	113.81
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations						
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations						
Dotations aux provisions			42 180		42 180	
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées			259 260	243 095	16 164	6.65
Autres charges						
Total des Charges d'exploitation (II)			2 462 721	2 366 358	96 364	4.07
1 RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			46 213	20 130	26 083	129.57
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun :						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						

(1) Y compris : Redevance de crédit bail mobilier
: Redevance de crédit bail immobilier



COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2025	12	31/12/2024	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation (2)						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (2)						
Autres intérêts et produits assimilés (2)		22		30	8	25.91
Reprises sur dépréciations et provisions						
Différences positives de change						
Produits des cessions d'immobilisations financières						
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total des produits financiers (V)		22		30	8	25.91
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées (3)						
Différences négatives de change						
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées						
Charges nettes sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie						
Total des charges financières (VI)						
2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)		22		30	8	25.91
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)		46 235		20 160	26 076	129.34
Produits exceptionnels (VII)				24 095	24 095	100.00
Charges exceptionnelles (VIII)				2 220	2 220	100.00
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)				21 875	21 875	100.00
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)						
Total des produits (I+III+V+VII)		2 508 957		2 410 613	98 344	4.08
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)		2 462 721		2 368 578	94 144	3.97
5. Bénéfice ou perte (total des produits - total des charges)		46 235		42 035	4 201	9.99

(2) Dont produits concernant les entreprises liées

(3) Dont intérêts concernant les entreprises liées



EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2025 12	31/12/2024 12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature	40 000	88 218	48 218	54.66
Bénévolat				
TOTAL	40 000	88 218	48 218	54.66
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens	40 000	8 500	31 500	370.59
Prestations en nature		79 718	79 718	100.00
Personnel bénévole				
TOTAL	40 000	88 218	48 218	54.66



ANNEXE

SOMMAIRE

	page
- PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	
Art. 831-1 - Principes généraux	6
- INFO. RELATIVES AUX POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RÉSULTAT ET À L'ACTIF	
Art. 832-1 - Mouvements des immobilisations, amortissements et dépréciations	8
Art. 832-2 - Précisions sur les postes d'immobilisations, amortissements et dépréc.	10
Art. 832-3 - Réévaluation des immobilisations corporelles et financières	11
Art. 832-9 - État des échéances des créances à la clôture de l'exercice	13
Art. 832-10 - Précisions sur certains postes d'actif	13
- INFORMATIONS RELATIVES AU PASSIF	
Art. 832-13 - Provisions et passifs éventuels	13
Art. 832-15 - État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice	14
Art. 832-17 - Précisions sur certains postes de passif	14
- INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT	
Art. 832-19 - Précisions relatives à certains éléments	14



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- PRINCIPES GÉNÉRAUX -

(Art. 831-1)

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2022-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Il a été appliqué pour la première fois le règlement ANC n° 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers qui modifie le règlement ANC n°2014-03 relatif au Plan comptable général, applicable obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Cette première application du règlement de l'ANC 2022-06 a entraîné un changement de présentation comptable dont les principales conséquences par rapport à l'exercice N-1 sont les suivantes :

-La ristourne sur les chèques déjeuner (millésime N-1) était auparavant inscrite en produits exceptionnels (libéralités reçues) (23.994,93 € au 31.12.2024). Depuis le 1er janvier 2025, elle est désormais comptabilisée dans un compte de produit d'exploitation " rabais remise et ristourne obtenue " pour un montant de 26.107,51 € au 31.12.2025.

-Les charges constatées d'avance sont intégrées dans les créances pour 65.047,13 €. En 2024, elles étaient inscrites en dessous des disponibilités pour un montant de 169.187 €.

Dérogations

L'entité ne déroge pas aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La durée de l'exercice comptable est de 12 mois.

La date de clôture de l'exercice est le 31/12/2025

Permanence des méthodes



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Liste des principales méthodes

NEANT

Événements post-clôture

Information relative à la convention entre le COS et la Régie des Ports Raphaëlois

La convention relative au mandat de gestion des prestations sociales avec le Comité des Œuvres Sociales (COS) a fait l'objet d'un rejet par l'autorité de contrôle.

Dans ce contexte, la situation de la Régie a évolué au cours de l'exercice, notamment en ce qui concerne son statut vis-à-vis du COS et les modalités de gestion des prestations associées.

Des incertitudes subsistent à la date d'arrêté des comptes quant aux modalités définitives de régularisation des flux concernés. Cette situation pourrait donner lieu à des ajustements ultérieurs, notamment en matière de créances et de subventions.

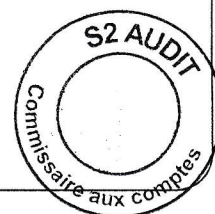
Informations significatives

Risque URSSAF :

Par prudence, le COS a constitué (depuis 2018 suite à un premier redressement mis à la charge du COS) une provision pour risques et charges pour les années non prescrites (3 années). Cette provision permet de couvrir le risque éventuel de régularisation de cotisations sociales pour les avantages versés aux membres adhérents, salariés desentités susceptibles de faire l'objet d'un contrôle URSSAF.

Il est procédé en interne, chaque année, au recensement des différents avantages versés aux salariés au cours des 3 dernières années pour les membres adhérents, salariés des 3 organismes (Ville, CCAS, Agglo) au titre des primes versées pour la rentrée scolaire, pour les événements familiaux (naissance, mariage....), pour le départ à la retraite et les médailles, ainsi que pour les parkings et les remises de chèques cadeaux "Commerçants Raphaëlois".

La provision est estimée en appliquant un taux moyen de 8 % au montant global des avantages versés aux salariés, cumulés sur les 3 dernières années.



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- MOUVEMENTS IMMOBILISATIONS, AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS -

(Art. 832-1)

Etat des immobilisations

	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques	13 214			13 214
Immobilisations corporelles				
Matériel de bureau et matériel informatique	9 542	1 093		10 635
Mobilier	4 765			4 765
Immobilisations financières				
TOTAL	27 521	1 093		28 614

Etat des amortissements

	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques	2 640	4 111		6 751
Immobilisations corporelles				
Matériel de bureau et matériel informatique	8 526	627		9 153
Mobilier	4 765			4 765
TOTAL	15 930	4 738		20 668



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Durée d'utilisa- tion ou taux d'amor- tissement	Mode d'amortissement
Frais d'établissement	5 ans	Linéaire
Immobilisations incorporelles		
Frais de développement	5 ans	Linéaire
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques	5 à 10 ans	Linéaire
Droit au bail		Non amortissable
Fonds commercial	10 ans	Linéaire
Autres immobilisations incorporelles	5 à 10 ans	Linéaire
Immobilisations corporelles		
Terrains		Non amortissable
Agencements et aménagements de terrains	10 à 20 ans	Linéaire
Constructions	20 à 50 ans	Linéaire
Constructions sur sol d'autrui	10 à 30 ans	Linéaire
Constructions	5 à 10 ans	Linéaire
Installations techniques, matériels et outillages industriels	5 à 10 ans	Linéaire
Installations générales, agencements, aménagements divers	4 à 5 ans	Linéaire
Matériel de transport	3 à 5 ans	Linéaire
Matériel de bureau et matériel informatique	5 à 10 ans	Linéaire
Mobilier	5 à 10 ans	Linéaire

Etat des dépréciations



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- PRÉC. POSTES IMMO., AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS -

(Art. 832-2)

Immobilisations - Augmentations de l'exercice

	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Matériel de bureau et matériel informatique			1 093		
Immobilisations financières					
TOTAL GENERAL			1 093		

Immobilisations - Diminutions de l'exercice

NEANT

Amortissements - Dotations de l'exercice

NEANT

Amortissements - Diminutions de l'exercice

NEANT



ANNEXE

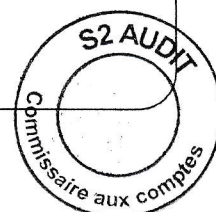
Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- RÉÉVALUATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET FINANCIÈRES -

(Art. 832-3)

État des immobilisations réévaluées

	Montant brut à la clôture de l'exercice	Dont complément de réévaluation	Écart incorporé au capital	Produit de cession transféré en réserve
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Agencements et aménagements de terrains				
Constructions				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Installations générales, agencements, aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et matériel informatique	10 635			
Mobilier	4 765			
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres immobilisations financières				
TOTAL GENERAL	15 400			



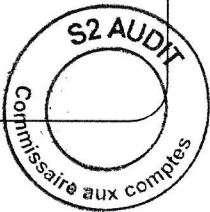
ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

État des amortissements relatifs aux réévaluations

	Amortissement initial	Amortissement complémentaire de réévaluation	Amortissement TOTAL
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Agencements et aménagements de terrains			
Constructions			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations techniques, matériels et outillages industriels			
Installations générales, agencements, aménagements divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau et matériel informatique	627		9 153
Mobilier			4 765
Autres immobilisations corporelles			
Immobilisations financières			
Participations			
Créances rattachées à des participations			
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille			
Autres immobilisations financières			
TOTAL GENERAL	627		13 917

- ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE -
(Art. 832-9)



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Débiteurs divers	39 468	39 468	
Créances de l'actif circulant	39 468	39 468	
Charges constatées d'avance	65 047	65 047	
TOTAL	104 515	104 515	

- PRÉCISIONS SUR CERTAINS POSTES D'ACTIF -

(Art. 832-10)

Des précisions sont apportées dans l'annexe sur la nature et le rythme de reprise en résultat de certains éléments

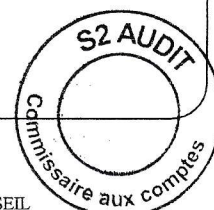
	Nature	Rythme de reprise en résultat
Charges constatées d'avance	FRAIS GENERAUX	EXERCICE N+1

- PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS -

(Art. 832-13)

Provisions

	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations: dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
			Utilisées	Non-utilisées	
Provisions pour risques					
Litiges	59 000				59 000
Pertes de change		42 180			42 180
Provisions pour charges					
Provisions pour engagement des retraites					
TOTAL	59 000	42 180			101 180



ANNEXE

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

- ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE -

(Art. 832-15)

État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Fournisseurs et comptes rattachés	10 393	10 393		
Autres dettes	5 403	5 403		
Produits constatés d'avance	35 729	35 729		
TOTAL	51 525	51 525		

- PRÉCISIONS SUR CERTAINS POSTES DE PASSIF -

(Art. 832-17)

Des précisions sont apportées dans l'annexe sur la nature et le rythme de reprise en résultat de certains éléments

	Nature	Rythme de reprise en résultat
Produits constatés d'avance	FRAIS GENERAUX	EXERCICE N+1

- PRÉCISIONS RELATIVES À CERTAINS ÉLÉMENTS -

(Art. 832-19)

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Autres créances	39 233
TOTAL	39 233

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 000
Autres dettes	5 403
TOTAL	13 403

